

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331 cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORUDO SASU

ZI Naudon
31390 CARBONNE

Références : 2022/758
Code AIOT : 0006803987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2022 dans l'établissement CORUDO SASU implanté 4 rue des ateliers ZI Naudon 31390 CARBONNE. L'inspection a été annoncée le 20/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par mail du 12/07/2022, l'exploitant a sollicité un rendez-vous avec l'inspection des installations classées afin de présenter un projet d'extension de son site. Ce projet consiste à traiter les refus de chaîne de tri et les transformer via un procédé novateur, en des granulats "anthropocites". Afin d'instruire cette demande de modification, une inspection a été programmée avec l'exploitant, objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORUDO SASU
- 4 rue des ateliers ZI Naudon 31390 CARBONNE
- Code AIOT : 0006803987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

La société CORUDO exploite un centre de tri, transit, regroupement de déchets de chantier, de déchets inertes, non dangereux et dangereux (déchets d'amiante liée).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative et projet d'extension,
- contrôle des émissions sonores,
- rejets aqueux,
- vérification des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Surveillance des effets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 2.6.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
2	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
4	Respect des valeurs limites d'émission (rejets aqueux)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi du site est correctement réalisé à l'exception du suivi des eaux souterraines qui n'est réalisé qu'annuellement contrairement à la périodicité exigée réglementairement (semestre). Ce point a été signalé lors de la précédente inspection, l'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet de notifier un arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'exploitant.

De plus, l'exploitant doit, comme conseillé par son bureau d'études, faire procéder à une étude portant sur le sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine.

Le rapport de vérification des installations électriques met en exergue des non-conformités qu'il convient de solder dans les plus brefs délais.

Les rapports de mesures acoustiques démontrent que la société CORUDO met en oeuvre des actions correctives qui permettent de faire diminuer ses impacts, mais elle reste non-conforme avec les prescriptions réglementaires. Le déménagement d'une partie de l'activité sur un autre site pourrait permettre le respect des niveaux d'émergences. Ce point sera à confirmer par de nouvelles analyses.

Dans l'hypothèse où des dépassements seraient toujours constatés, un plan d'actions devra impérativement être mis en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
Prescription contrôlée : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée étant supérieur à 45 dB (A), l'émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés et de 5 dB(A).
Constats : L'exploitant a adressé le dernier rapport de mesures acoustiques par mail à l'inspection des installations classées à l'issue du contrôle. Ce rapport conclut : <i>"Les émergences mesurées lors de notre intervention dépassent les valeurs limites définies par la réglementation en période diurne. Ce dépassement est principalement dû à la circulation des poids lourds sur le site, à l'activité de la pelle de manutention, à la manipulation des bennes et au passage du camion nettoyeur du site".</i> L'exploitant nous confirme qu'une partie de l'activité va être déplacée sur un autre site. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre son site en conformité vis-à-vis des seuils d'émergence, notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant doit adresser un plan d'actions correctives sous un mois à l'inspection des installations classées,- il est attendu un engagement ferme sur la date de transfert des activités (lors de l'inspection du 30 juillet 2019, la date prévisionnelle avait été portée à la fin 2020). Dès le transfert des activités, une campagne de mesures des émissions sonores sera réalisée, afin de vérifier le respect des exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : La vérification des installations électriques, réalisée le 27 juin 2022, a mis en évidence des non-conformités, sont notamment constatées : <ul style="list-style-type: none">- la présence de poussières dans l'armoire électrique et des dégradations mécaniques sur l'éclairage au plafond,- la présence de deux câbles coupés, de dégradations mécaniques et un manque protection de fermeture dans le hangar soudure. <p>De plus, l'organisme de contrôle mentionne que certaines parties de l'installation n'ont pas pu être vérifiées :</p> <p><i>"Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages Faute d'ouverture par l'accompagnateur des ensembles d'appareillages BT, notre vérification a été limitée à un examen visuel extérieur de l'état du matériel. La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition. Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité, Coffret électrique Hangar N°2 non vérifié car inaccessible."</i></p> <p>L'exploitant doit procéder à la mise en conformité de ses installations électriques et transmettre à l'inspection les justificatifs attestant la réalisation de ces actions.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Surveillance des effets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 2.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe.
Constats : A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel deux rapports relatifs au suivi des eaux souterraines et des séparateurs relatifs à l'année 2022. Les analyses effectuées le 6 janvier 2022, complétées le 4 mars 2022 (une panne de matériel n'avait pas permis de réaliser la totalité des prélèvements) portent sur des prélèvements réalisés sur les 4 piézomètres et en sortie des 3 débourbeurs-déshuileurs. Les analyses effectuées le 8 juin 2022 portent uniquement sur des prélèvements en sortie de débourbeurs-déshuileurs. Les prélèvements sur les piézomètres n'ont pas été réalisés suivant la fréquence semestrielle imposée réglementairement. Cette non-conformité avait déjà été relevée par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 30 juillet 2019 (NC2 du rapport de ladite inspection). De plus, comme le conseille le bureau d'études dans la conclusion de son rapport, une étude complémentaire relative à l'écoulement de la nappe doit être réalisée par l'exploitant. L'exploitant doit en outre procéder à un examen des analyses déjà réalisées afin de quantifier l'évolution des concentrations mesurées dans le temps, et de définir si l'activité du site impacte la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Respect des valeurs limites d'émission (rejets aqueux)

Référence réglementaire : Annexe 1 de l'AP n°150 du 8 décembre 2004 & Article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018

Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Annexe 1 AP autorisation : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

PARAMETRES	concentration (en mg/l)	Nb /an de CONTROLES par org. agréé ou spécialisé
	valeur limite (1)	
MES	100	1
DCO nd	150	1
DBO5 nd	50	1
AOX	5	1
Hydrocarbures totaux	5	2

Article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018 : 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Constats : L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection les rapports rédigés par la société AMBIENTE relatifs aux analyses réalisées pour l'année 2022, soit :

- prélèvements le 6 janvier 2022 (analysés le 16 février 2022) ;
- prélèvements le 8 juin 2022 (analysés le 11 juin 2022).

Les prélèvements réalisés en sortie de débourbeurs-déshuileurs, pour les deux campagnes de mesures de janvier et de juin, relèvent des dépassements des valeurs limites d'émissions autorisées.

Pour les prélèvements réalisés en janvier, on constate notamment les dépassements suivants :

- le fer (concentrations mesurées allant de 6.73 à 27.9 mg/l pour un seuil de 0,20 mg/l),
- le manganèse (concentrations mesurées allant de 0,23 à 0,59 mg/l pour un seuil de 0,02 mg/l),
- la DCO (concentrations mesurées allant de 89 à 321 mg/l pour un seuil fixé à 150 mg/l),
- les MES (concentrations mesurées allant de 160 à 1 700 mg/l pour un seuil fixé à 100 mg/l),